PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

	Un An.	6 Mois.	3 Mois.	1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$19.00	$9.00	$5.00	$1.00
POUR L'ETRANGER.....	$15.15	$7.55	$3.75	$1.30

Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

	Un An.	6 Mois.	4 mois.	3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS.....	$3.00	$1.50	$1.00	75 cts
POUR L'ETRANGER.....	$4.00	$2.05	$1.35	$1.05

Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTERATURE. — PRO ARIS ET FOCIS — SCIENCES, ARTS.

Seul Journal Français Quotidien au Sud — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 2 JUILLET 1896. — Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs.

Par Macon, Denis et Kernaghan — Grande vente de terrains et améliorations de la succession de Samuel Joseph Wilson.

Par le shérif — Propriété-résidence dans le Sixième district.

L'œuvre de la Législature.

Nous n'avons pas précisément à féliciter la Législature actuelle de la rapidité de ses travaux. Elle a perdu bien du temps, durant les premières semaines ; à un moment donné, même, on a pu croire qu'elle ne réussirait pas à accomplir une seule des grandes réformes qu'elle était chargée par les populations de mener à bonne fin.

Nous disons: les grandes réformes, le terme est impropre ; c'est plutôt la grande réforme que nous devrions dire ; car l'œuvre qu'elle a à poursuivre se résume en ce seul mot : réforme électorale, sous trois titres différents—bill de Convention constitutionnelle, bill d'élection et bill d'enregistrement—trois projets de loi qui n'en font qu'un. Cela est si vrai que l'on a dû confier la rédaction de chacun des trois à un même comité, de façon à produire l'unité dans cette sorte de trilogie législative.

Enfin nous voici rassurés. Nous aurons notre réforme, telle que la demandaient les populations, telle qu'elles avaient le droit de l'attendre. L'œuvre politique est achevée ; mais tout ce travail est bien hâtif. Il y a une foule de petits détails qui laissent à désirer, mais sur lesquels il n'est plus temps, hélas, de s'appesantir. Le grand argument, mis en avant pour enlever un vote, actuellement, c'est celui-ci :

" pas de renvoi au comité ! vous tueriez le bill."

Nous l'acceptons volontiers, puisqu'il est impossible de faire autrement ; mais, franchement, il eût mieux valu ne pas se mettre dans cettre triste nécessité.

Nous savons bien qu'il faut rejeter la faute sur certaines inexpériences, inévitables en pareil cas. A une situation nouvelle, il fallait des hommes nouveaux. Les vétérans de la Législature ne mordaient que du bout des lèvres aux réformes. Il a fallu combattre des résistances sourdes ou ouvertes, d'autant plus redoutables qu'elles étaient guidées par une profonde expérience et une longue habitude des roueries parlementaires.

Mais tout est bien qui finit bien. A part quelques désappointements un peu inattendus, l'œuvre est bonne. Tout le corps politique repose sur une nouvelle base. C'est à la population intelligente, à la race blanche de prouver qu'elle est digne de cette réforme, qu'elle sait se gouverner elle-même et assurer la grandeur, la prospérité de l'Etat. C'est moins un privilège qu'elle vient de conquérir, qu'une grande responsabilité qu'elle vient d'assumer, un grand devoir qu'elle s'est imposé.

Le Passé militaire de l'Allemagne.

C'était jour de liesse le 18 juin à Berlin. Le jeune empereur inaugurait, comme il l'a dit, " la clef de voûte des fêtes commémoratives des victoires de la grande guerre", sous forme de monument en l'honneur de Guillaume Ier. Or, le passé militaire de l'Allemagne étant peu touffu en victoires, le prince fait défiler chaque fois celles de 1870, de façon à se procurer l'illusion de la quantité. Le souverain allemand est un homme d'esprit, mais il n'a guère d'imagination, car il se répète et donne l'idée de l'homme *unius victoriae*. C'est une justice à rendre à la France qu'en cela elle n'a jamais cherché à être désagréable à ses voisins, et les journaux algériens se plaignent même que l'on ait prohibé la commémoration de la prise d'Alger pour ne pas être désagréable aux Arabes. D'ailleurs, si depuis Tolbiac les Français devaient commémorer leurs succès militaires, les 365 jours de l'année n'y suffiraient pas. Mais la gloire est éphémère, et quand le vainqueur regarde le vaincu, il doit se dire comme le débardeur de Daumier en voyant un ivrogne chancelant: " Voilà pourtant comme je serai dimanche. "

HARRIET BEECHER STOWE

Une dépêche que nous avons reçue hier, nous apprend la mort de Mme Harriet Beecher Stowe.

Née le 14 juin 1812, à Littlefield, dans l'Etat du Connecticut, la célèbre romancière américaine dont l'intelligence s'était éteinte depuis plusieurs mois déjà, était la fille du docteur Lyman Beecher, pasteur presbytérien, mort en 1864.

Le père de Harriet qui la destinait à l'enseignement, lui fit donner une éducation soignée. Dès l'âge de quinze ans, elle alla seconder sa sœur Catherine dans la direction d'une grande école pour l'éducation des femmes à Hartford, Connecticut, puis à Cincinnati, jusqu'en 1825, époque à laquelle elle se maria avec le Dr Calvin Stowe.

Celui-ci, un des théologiens les plus distingués des Etats-Unis, après avoir pris ses degrés au Collège de Bowdoin et ses grades théologiques à Andower, avait été nommé professeur de littérature biblique à Dartmouth. En 1832, le professeur Stowe fut appelé par son beau-père au séminaire de Cincinnati. Mistress Stowe y accompagna son mari et y vécut jusqu'en 1850.

MM. Beecher et Stowe, persécutés comme abolitionnistes, furent obligés de quitter le séminaire, où ils ne pouvaient plus vivre, et de chercher un refuge dans les Etats de l'Est. Après un court séjour dans le Maine, M. Stowe alla occuper la chaire de littérature biblique à Andower.

Jusque-là, Mistress Stove n'avait écrit que des contes ou nouvelles, réunies en 1849 sous ce titre : *Fleurs de Mai* (May flowers), nouvelle édition augmentée en 1855 ; il en a paru plusieurs traductions françaises. Mais ces dix-huit années de séjour à Cincinnati avaient développé son talent et agrandi sa pensée. Elle prit dans sa vie même et dans les scènes dont elles avait été témoin, le sujet d'une suite d'esquisses qui parurent d'abord dans un journal abolitionniste de Washington, *The National Era* et furent bientôt réunies en deux volumes sous ce titre : *la Case de l'Oncle Tom* (Uncle Tom's Cabin ; Boston 1852, 2 vol. in 12).

Ce livre fut traduit en toutes les langues : l'auteur y fait preuve d'un parti pris révoltant contre le Sud, faisant une montagne du moindre grain de sable, présentant les gens du Sud sous le plus désavantageux aspect, et fassant d'eux des êtres inhumains, barbares. L'*Uncle Tom's Cabin* fut tiré à 305,000 exemplaires.

Un procès fut intenté à Mistress Stowe au nom des lois en vigueur. Quelque temps après, l'auteur publia sous ce titre : *Clef de la Case de l'Oncle Tom*, un commentaire ayant la prétention de prouver que son ouvrage était emprunté à la réalité.

Dans l'été de 1853, mistress Stowe visita l'Europe avec son mari et son frère Charles Beecher. Elle fut accueillie avec enthousiasme, surtout en Angleterre. A son retour, elle rendit compte de son voyage dans un agréable récit intitulé *Souvenirs heureux des terres étrangères* (Sunny memories of foreign lands ; Boston et Londres, 1854), deux volumes. Ce récit a été traduit en français par M. Eugène Forcade.

On cite en outre : *Dred* (Boston et Londres 1856), également traduit en français, nouvelle satire contre l'esclavage, où se révèlent le soi-disant christianisme philanthropique et la sensibilité de son premier roman ; *la Fiancée du Ministre ; la Perle de l'Ile d'Orr ; the Chimney Corner* en faveur de l'égalité juridique des femmes ; *A propos d'un tapis ; Une poignée de contes ; Pussy Willow*, ou *Fleur des champs et fleur de serre : les Petits Renards ; Ma femme et moi*, histoire de Henri Henderson ; *Coups d'épingles*, ou tyrannie domestique ; *la Tyrannie rose et blanche ; Nous et nos voisins ; l'Idée lumineuse de Betty et autres contes ; les Gens de Poganuc, leur amour et leur vie ; Mission d'un chien ;* romans pour la plupart traduits en français; puis quelques écrits religieux ; *l'Observance du dimanche* (Four ways of observing, etc.) ; *les Héroïnes de la Bible ; des cantiques*, etc.

A la fin de 1869, les révélations d'un caractère scandaleux que mistress Stowe publia sur la vie privée du poète Byron donnèrent lieu dans les journaux américains et anglais à des polémiques passionnées qui ont eu leur écho dans la presse française et ont été l'objet de sa part d'une autre publication, *Lady Byron vindicated*.

L'auteur s'était retirée dans une magnifique propriété en Floride où son zèle religieux, d'après les informations récentes qui nous étaient parvenues se manifestait par des démonstrations excentriques.

La pauvre femme, nous le disons au début de ces lignes, se trouvait depuis quelque temps, dans un état voisin de l'idiotie. Sa santé était parfaite ; mais ce cerveau qu'elle avait tant surmené avait jeté à tout jamais ses dernières lueurs. Comme sont fragiles et éphémères les choses de ce monde ! et n'est-il pas humiliant de penser que notre intelligence, après avoir eu un superbe rayonnement, se laisse souvent envahir par les ombres de la nuit, et finit par rentrer dans le néant.

—LE— HAUT COMMANDEMENT.

Le général Billot, ministre de la guerre en France, vient de faire signer, au conseil des ministres, puis a déposé sur le bureau de la Chambre son projet relatif au haut commandement dans l'armée.

En voici les dispositions principales :

Le conseil supérieur de la guerre jusqu'ici existant en vertu d'un décret du 12 mai 1888, obtient une existence légale ; ses attributions ne sont pas modifiées. Son rôle est purement consultatif, mais le ministre est obligé de le consulter en tout ce qui touche la constitution de l'armée.

Il doit se réunir au moins une fois par mois, du 1er novembre au 1er mai. Le président de la république le convoque et en prend la présidence chaque fois qu'il lui convient.

Comme par le passé, les membres du conseil sont chargés des inspections générales, de la direction des manœuvres d'armée et de missions spéciales.

Les généraux et les commandants de corps d'armée sont mis en possession d'un grade nouveau, celui de *général*, sans autre désignation.

La hiérarchie est dès lors ainsi fixée :
Général de brigade,
Général de division,
Général.

Il faudra avoir au moins deux ans de grade pour passer au rang supérieur.

Le cadre de l'état-major général comprendra :
25 généraux,
80 généraux de division,
210 généraux de brigade.

La limite d'âge sera de soixante-cinq pour les généraux,
61 pour les généraux de division,
61 pour les généraux de brigade.

Les membres du conseil de la guerre pourront être maintenus jusqu'à soixante-huit ans en activité, mais le nombre ne dépassera pas six.

Les nouvelles limites d'âge seront imposées également aux contrôleurs généraux, intendants généraux, médecins et pharmaciens inspecteurs.

Les promotions à faire en vertu de la nouvelle loi devront être effectuées dans un délai de trois ans.

Ce projet a été renvoyé à la commission de l'armée.

LES COUPS DU SORT.

Malgré leur impressionnabilité, les Anglais, habitués à lutter avec la Fortune de mer, opposent un héroïsme imperturbable aux coups du sort. Cependant, la perte du *Drummond Castle* a causé une émotion profonde, en raison surtout de la qualité des victimes, dans un moment où la question du Transvaal et celle de Boulouvayo donnent aux relations de la métropole avec le Cap une intensité et une portée consibérables. C'est ainsi que sur ce steamer s'étaient embarqués les neuf compagnons du docteur Jameson que le tribunal d'accusation a mis hors de cause. C'est en peu de temps le deuxième sinistre d'importance, car il n'y a que peu de jours que l'on a appris que sur le croiseur "Bonaventure, allant d'Australie au Japon pour prendre son rang, un paquet de mer a enlevé soixante-dix hommes de l'équipage. Dans cette circonstance, l'opinion publique sera unanime en France à se condouloir avec leurs voisins de cette catastrophe. La mer est un champ fertile, mais plus que la terre même, elle s'engraisse du sang de ceux qui la sillonnent. Il n'y a dans le monde qu'heur et malheur. L'autre jour l'Angleterre célébrait le 360e anniversaire du départ de Drake pour son voyage de piraterie autour du monde ; le 18 elle devait célébrer l'anniversaire de Waterloo : c'est un retour en quelque sorte fatidique des choses d'ici-bas.

L'EXPOSITION DE 1900.

La loi relative à l'Exposition universelle de 1900 vient d'être promulguée, sous la date du 13 juin. C'est dire que les travaux vont pouvoir commencer immédiatement.

Ma participation de vingt-huit puissances est déjà officiellement acquise à l'Exposition. Ces puissances sont : la République argentine, la Belgique, la Bolivie, le Chili, la Chine, la Corée, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatemala, Haïti, le Honduras, l'Autriche-Hongrie, le Japon, le Luxembourg, le Maroc, le Mexique, Monaco, le Monténégro, le Nicaragua, la Perse, la Russie, le Salvador, la Servie, la Turquie et l'Uruguay.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES ETRANGERES.

La détresse dans l'île de Crète.

Appel aux Etats-Unis.

Presse Associée.

New-York, 1er juillet—Dépêche d'Athènes au *Herald* : Le député Scoulondi, un ami du roi et l'ancien ministre de la marine dans le cabinet Trioupis, a demandé au *Herald* d'exprimer le désir de l'envoi par les Etats-Unis d'un navire, le San Francisco par exemple, pour secourir les femmes et les enfants mourant de faim dans l'île de Crète, désir partagé par tous les grecs.

Il y en a cinq mille à Gonia et sept mille à Point Plata. Les femmes sont si affaiblies par le manque de nourriture qu'elles ne peuvent plus allaiter leurs enfants, qui meurent par centaines.

M. Scoulondi dit que le peuple américain est le seul qui ne puisse être suspecté de nourrir des projets ultérieurs et, conséquemment, le seul qui puisse entreprendre cette grande œuvre humanitaire sans exciter la jalousie et le mécontentement.

On peut rappeler qu'en 1868 l'amiral Farragut a recueilli des femmes et des enfants dans les mêmes circonstances, quand M. Seward remplissait les fonctions de secrétaire d'Etat à Washington.

C'est alors que M. Morris, ministre des Etats-Unis à Constantinople, fit la noble réponse suivante à Ali Pacha, qui lui faisait des observations : Quand nous autres américains entreprenons un acte d'humanité nous ne demandons l'avis de personne.

Le député Scoulondi ajoute que ces malheureux sont en danger de mort par la famine ou sur le point d'être massacrés.

Nous ne demandons pas d'argent, dit-il, nous voulons des secours humanitaires.

Les canotiers américains en Angleterre.

Presse Associée.

Henley-sur-Tamise, 1er juillet—L'approche des dates fixées pour les les régates de Henley, les 6, 7, 8 et 9 juillet prochains, augmente l'intérêt déjà grand qui s'attachent aux jeunes américains partis pour maintenir les glorieuses traditions de Yale sur la Tamise.

Depuis le moment de leur arrivée à Henley jusqu'aujourd'hui ils ont constamment fait des progrès et ont mérité assurément les encouragements de la presse et du public.

Partout les canotiers de New Haven sont classés comme de parfaits gentlemen et des sportsmen de premier ordre.

Conséquemment, quelque grand que puisse être parmi les anglais le désir de voir la Coupe défendue avec succès par leurs compatriotes, personne ne manifestera de mécontentement si les "boys" de Yale battent les premières équipes de la Grande Bretagne, et leur triomphe sera certainement acclamé avec autant d'enthousiasme qui si Leander ou New College finit en tête.

NOUVELLES —DE LA— CAPITALE DE L'ETAT.

LEGISLATURE.

Sénat.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 1er juillet.—Le Sénat s'assemble à l'heure ordinaire.

M. Cage présente une résolution nommant un comité pour pourvoir les deux Chambres d'éventaile électriques, les éventails devant être prêts à fonctionner, le premier jour de la prochaine session.

Le bill 137 ayant pour but d'interdire le soufflage des animaux abattus est retiré.

Rapport favorable du comité d'enseignement ayant pour but de créer un institut industriel, une académie pour l'éducation scientifique et artistique des enfants blancs.

Par ordre spécial, on commence la troisième lecture du bill des élections.

Au milieu de la lecture, MM. Howell et Elliott présentent des amendements.

Le sénateur Cordill s'y oppose. Aucun amendement ne peut être présenté, dit-il, en troisième lecture, si ce n'est avec le consentement unanime de l'Assemblée.

Le lieutenant gouverneur soutient le point d'ordre soulevé par M. Cordill, et la lecture continue. Cette lecture dure une heure trois quarts. Plusieurs membres font quelques objections au bill.

Les sénateurs Elliott, Howell, Martin, Patton, Wilson, Romain et Sholars expliquent leurs votes. On va aux voix. Voici le résultat : pour le bill, 29 ; contre, 9. M. Sholars a voté pour.

Le bill des allocations générales est lu avec les amendements déjà proposés ; il est mis aux voix et adopté par 32 voix. Pas de vote contraire.

Le Sénat s'ajourne à 5 heures de l'après-midi.

Chambre.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 1er juillet.

A 9.30 la Chambre est appelée à l'ordre—80 membres présents.

M. Hudson présente une résolution stipulant la nomination d'un comité de 3 pour pourvoir la chambre d'éventails à la prochaine session.

M. St-Amant présente une résolution conjointe demandant la nomination d'un comité conjoint de la Chambre et du Sénat, pour faire une enquête sur les transferts de terrains faits par l'enregistreur des terres, dans le district de la vée de Pontchartrain, spécialement de celles qui ont été vendues à la Maurepas Lumber Co.

Le bill 308 créant une justice de paix et un constable additionnels dans le 6e ward de la paroisse East Feliciana est l'objet d'un rapport favorable.

Ainsi, le bill autorisant le juri de police de la paroisse Acadie à en consolider la dette :

Ainsi que le bill autorisant les différentes paroisses de l'Etat à diviser leurs territoires en districts de drainage, etc.

Le bill régularisant les heures de travail sur les lignes ferrées urbaines est rejeté.

M. Wade présente le rapport du comité conjoint chargé de faire une enquête sur les troubles de l'Université d'Etat.

Le comité d'agriculture soumet un rapport dans lequel il se borne à renvoyer le bill d'anti-option de M. Boggs au comité des voies et moyens.

M. Gunby présente un substitut au nom de la minorité. M. Dudenhefer s'y oppose. La minorité n'a pas le droit de substitut.

M. Ventress demande que le substitut soit déposé sur la table. M. Dudenhefer s'en tient à son point d'ordre. Le noir Casacalvo réclamant alors bruyamment, M. Dudenhefer se tourne vers lui et le prie nettement de se taire, pendant que le représentant du 9e ward parle.

Casacalvo se tait, au milieu des rires de l'assemblée.

La question reviendra demain. L'orateur règlera alors le point d'ordre.

Pour le moment, il s'agit de statuer définitivement sur la charte de ville.

VOTE DE LA CHARTE DE VILLE.

Le commis Landry lit le bill en entier. M. Dufour demande que l'on fasse l'appel des membres présents. 86 membres sont présents. M. Dufour demande alors le vote final du bill ; en quoi il est secondé par M. O'Neil. Voici le résultat : Pour, 83 ; contre, 1.

M. Trezevant a voté contre ; Brewster, pour. Dudenhefer et Zengle se sont abstenus. Gilmore était absent, ainsi que MM. Claiborne, Dugas, Head, McIntosh, Lafargue, LeBlanc, Sandlow et Turman.

Voici le détail du vote :

Pour—Ables, Adolph, Alleyn, Ariail, Armstrong, Bailey, Barrett, Bennett, Berthelot, Boggs, Bolls, Bourgeois, Breithaupt, Brewster, Brown, Buford, Bullard, Caldwell, Cassealvo, Chaffe, Clayton, Congot, Delaune, Donahy, Ducros, Dufour, Duggan, Dymond, Fauris, Garvey, Gilbert, Gunby, Glandot, S. P. Henry, Herbert, Hogan, Hudson, Hyams, Jones, Kell, Kleinpeter, Lange, Little, field, Loveless, Lyons, McIntosh, McLelland, Marks, Meadows, Mestier, Mitchell, Monnot, Morey, Nelson, Newton, O'Neil, Odom, Parker, Perkins, Penton, Pipes, W. A. Porter, W. B. Porter, Richardson, St Amant, Settoon, Scranton, Scoot, Sharp, Simon, Skelly, Soniat Stewurd, Todd, Trezevant Trosclair, Ventress, Wade, Wagnespack, Ware, Wilkinson, Williams, Wooten, Wyly, Yong—84.

Contre—Trezevant—1.

Absents—13.

M. Trézevant expliquera demain son vote ; il considère le bill comme autocratique, subversif de tous les principes de la démocratie.

M. Richardson, de Bienville, explique son vote. Il n'a rien à voir là-dedans ; cela regarde la population de la Nouvelle-Orléans qui doit savoir ce qu'il lui faut.

Ajourné indéfiniment, le bill 169, autorisant le commissaire de police et des édifices publics de la Nouvelle-Orléans à nommer un portier et un gardien pour le bureau des hypothèques et des aliénations.

Autres bills adoptés finalement.

Le 190 encourageant l'élevage des porcs dans l'Etat, et l'exemptant de taxes, municipales et paroissiales ;

Le 209, ordonnant l'adoption d'une mesure fixe pour le sciage de bois de flottaison, et autres :

Le No 214 ayant pour but d'encourager et de développer l'industrie des huîtres, en Louisiane est rejeté.

Le 238 fixant les honoraires de l'avocat de district de la Nouvelle-Orléans.

Quelqu'opposition s'est manifestée contre le bill constituant une commission du port, MM. Hyans et Marks demandent son ajournement. M. Dufour le défend. On va aux voix après ces explications. Voici le résultat : pour, 70 ; contre, 10.

Le fameux bill des chapeaux est l'objet d'un rapport favorable.

L'Enquête sur les Troubles de l'Université d'Etat.

Rapport.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton-Rouge, 1er juillet—Après avoir exposé l'objet de l'enquête, le rapport déclare, après avoir entendu tous les témoignages, que tout le monde, à l'Université, est plus ou moins fautif dans cette affaire ; mais que la cause immédiate des troubles a été la promotion de deux cadets contre les droits d'autres officiers qui devaient, suivant la règle, avoir la priorité. Ces promotions semblent avoir été l'œuvre du favoritisme ; elles jetaient le discrédit sur des officiers de mérite et sur le corps entier. De là, le mécontentement parmi les étudiants.

Ce sont là des accusations sérieuses qui devaient détruire au moins en partie la discipline, si nécessaire dans une pareille intitutution.

Mais d'après les témoignages nous sommes portés à croire que là n'est pas la seule cause de ces troubles. Ce n'en a été réellement que l'occasion.

Le commandant affirme qu'il a suivi les règlements. Le cadet Snyder était dans toutes les conditions voulues, dit-il, pour obtenir l'emploi auquel il était élevé. Rien à dire contre le caractère de Newell, au détriment de qui il a été promu, si ce n'est qu'il était souvent malade. Rentré dans l'institution, il a repris son rang et fort bien obtenu son diplôme.

Mais que l'autorité ait eu tort ou raison dans cette affaire, elle est l'autorité et elle doit être obéie. L'obéissance est d'autant plus obligatoire dans cette institution, qu'elle est soumise à un régime quasi-militaire.

Nous n'avons, du reste, qu'à faire l'éloge des cadets qui ont déposé devant nous. Ils l'ont fait avec autant de dignité que de réserve.

Quant à l'autorité, elle a agi avec une précipitation et une sévérité regrettables.

Nous ne pouvons approuver la suspension en masse, d'étudiants, qui n'avaient plus que trois mois à faire pour être gradués. Il y avait d'autres punitions que l'on pouvait infliger, sans nuire à l'avenir de ces jeunes gens.

D'ailleurs, depuis longtemps, la direction y est devenue difficile et les élèves n'y sont pas et n'y peuvent être soumis aux mêmes conditions, puisqu'une grande partie ne logent pas dans l'établissement, vu que la place y manque. On conçoit que passant une partie de la journée hors de l'institution, ils échappent souvent aux règles disciplinaires de l'institution.

Il faut faire cesser immédiatement cet état de choses, sous peine de voir périclitter une des plus belles institutions de l'Etat.

Il faut abolir ce que l'on appelle le département préparatoire, qui compte aujourd'hui 120 élèves dont l'entretien est coûteux, tandis que l'institution ne contient réellement que 110 élèves internes.

Il y a aussi dans l'école, des fraternités secrètes qui y sont une cause de troubles et qu'il faut abolir. Les sociétés secrètes sont une monstruosité dans une école militaire.

La démission du colonel Nicholson fait disparaître une des causes des troubles, quoi qu'il n'y ait à lui reprocher qu'un peu de faiblesse. C'est, du reste, un très remarquable professeur de mathématiques, et nous voyons avec plaisir, que le bureau des directeurs l'a maintenu dans cette situation, où il rend de véritables services.

Quant au commandant, quoi qu'il n'y ait aucun motif suffisant pour le suspendre, nous croyons qu'il ferait bien de donner sa démission.

Le rapport se termine en exprimant l'espoir de voir les "seniors" rentrer dans l'école pour y achever leurs études et y recevoir leurs diplômes.

Le rapport est signé Lowry, président du comité du Sénat, et Wade, président du comité de la Chambre.

Racontars de couloirs.

Dépêche spéciale à l'Abeille.

Baton Rouge, 1er juillet—Nous dirions aux lecteurs de l'*Abeille* que la fameuse loi du dimanche n'a pas soulevé de vives discussions et que le comité auquel elle était renvoyé a eu, hier soir, une séance paisible, qu'ils ne nous croiraient pas.

C'était naturellement M. Fenner qui présidait. Il n'y assistait pas seulement les membres du comité, tels que MM. Sholars, Ryan, Fitzpatrick, Dowkins, Watts, Baird, Sambola, Liverman, mais aussi MM. R. H. Browne, A. H. Browne, W. B. Bloomfield, Belknap, A. T. Terry, W. J. Pollard et les Rév. Lyons et Henry.

M Bloomfield représentait les commis de grocerie qui ont pétitionné en faveur de la loi du Dimanche. Il n'admet pas que, étant donnée une loi comme celle-là, il soit très difficile, sinon impossible, de la mettre à exécution.

L'avocat de district et son assistant ont manqué à tous leurs devoirs.

"Il n'y a pas un homme décent sur 10, à la Nouvelle-Orléans," a dit M. Brown, le représentant de la Ligue du Repos du dimanche, "qui réclame l'ouverture des cafés le dimanche."

"90 pour cent des honnêtes gens de la ville, demandent qu'on applique la loi du dimanche," a ajouté le Dr Lyons.

La Ligue n'a pas été épargnée dans ce débat. On lui a reproché durement d'avoir voté pour les "buveurs de bière et de liqueurs."

Le comité a fini par rédiger un rapport défavorable.

"Je suis battu," a dit M. Fenner.

Le bill est tué, cela est certain. Nous avons entendu quelqu'un dire que c'étaient les intéressés eux-mêmes qui lui avaient donné le coup de la mort, en s'abstenant de toute manifestation, de tout pétitionnement. La personne en question pourrait bien avoir raison.

—Un rejet de bill qui semble assez regrettable, c'est celui du bill Dymond pour la protection et le développement de l'industrie de ces précieux bivalves, vulgairement appelés huîtres. C'est un des grands commerces de la Louisiane. On regrette réellement ce rejet et l'on conçoit que M. Dymond en soit vexé.

M. Trezevant avait annoncé en votant contre la Charte, qu'il exposerait les raisons de son vote. Les voici : elles se bornent à deux :

1. Le bill indique de la part de l'assemblée, un manque de confiance dans l'intégrité et l'intelligence de la population de la Nouvelle Orléans. On semble lui dire qu'elle ne sait pas se gouverner elle-même.

2. Le bill donne un pouvoir effrayant au maire ; elle en fait une sorte de czar ce qui est diamétralement opposé à l'esprit américain.

Il n'est pas bon que l'on fasse d'une population libre une machine automatique.

NOUVELLES AMERICAINES.

Blessé en tombant d'un bicycle.

Presse Associée.

Denver, Colorado, 1er juillet—Le major E. W. Halford, ancien secrétaire privé du président Harrison, maintenant officier-payeur de l'armée des Etats-Unis, à Denver, s'est fracturé la jambe droite en tombant d'un bicycle.

Mort de Daniel de Foe.

Presse Associée.

San Francisco, 1er juillet—Daniel de Foe, le jeune marin qui se prétendait un descendant direct du grand romancier, est mort. Le jeune homme était arrivé dans le port de San Francisco il y a quelque temps, et il avait raconté sa carrière.

A l'arrivée du navire, il avait déserté et pris le nom de John Harris. Atteint d'une grave maladie des poumons, il se rendit à l'hôpital, d'où il sortit il y a trois jours dans un état de santé qui semblait beaucoup amélioré.

Il trouva immédiatement un emploi à l'hôtel Brooklyn mais il eut une rechute le jour suivant. Il fut de nouveau transporté à l'hôpital où il mourut.

Son véritable nom n'a été connu que hier, quand Charles Rogers a identifié le corps du jeune homme.

Des parents riches de De Foe vivent à Londres.

Le consul d'Angleterre a été notifié de la mort du jeune homme et il s'est chargé de prévenir la famille.

L'état de santé du général Perice M. Young.

Presse Associée.

New York, 1er juillet—On annonce aujourd'hui, que l'état de santé du général Perice M. B. Young, ministre des Etats-Unis au Honduras, s'est beaucoup amélioré. Le malade est soigné à l'hôpital presbytérien de New York.

Mutinerie de deux bataillons turcs.

Presse Associée.

New York, 1er juillet—Deux bataillons de la garnison turque de Yeddah, qui n'ont reçu aucune paie depuis 1894, ont refusé de partir pour l'île de Crète et se sont barricadés dans la mosquée, dit une dépêche du Caire au "Herald."

On annonce, sous bonne autorité, que le khédive d'Egypte a l'intention d'entreprendre d'ici dix jours un voyage en Europe sur son yacht. Il touchera d'abord à Corfou et à Phillipolis.

AU VENEZUELA.

La Colonie Américaine de Caracas.

Retour à Washington de Senor Andrade jeune.

Presse Associée.

Washington, 1er juillet—Senor Andrade jeune, fils du ministre à Washington, est de retour d'un voyage pendant lequel il a passé un mois au Vénézuéla. Il déclare que le sentiment d'amitié pour les Etats-Unis y est très accentué.

La colonie américaine de Caracas a augmenté récemment dans de grandes proportions, et les capitalistes américains y font des placements importants.

Un syndicat a obtenu la concession d'une vaste étendue de terrain sur les bords de l'Orinoco, et pousse les travaux de construction des bâtisses à divers points avec une grande activité. M. Donald Grant, le président du syndicat, est revenu avec senor Andrade après une tournée d'inspection.

Le sentiment d'amitié envers les Etats-Unis qui règne au Vénézuéla est démontré par le fait que le gouverneur de l'état de Miranda, senor Andrade, a décidé d'inaugurer, le 4 juillet prochain, à la capitale une colonne élevée en mémoire des américains qui ont aidé le pays en 1826. Le gouverneur est un frère du ministre à Washington.

Son action à cette occasion est en conformité avec les vues du gouvernement général, qui inaugurera à la même date une colonne de bronze en l'honneur des héros américains.

M. Andrade dit que le récent décret par lequel le président Crespo accorde l'amnistie à tous les fugitifs politiques s'applique non seulement aux participants de la dernière insurrection, mais à tous les Vénézuéliens vivant à Paris, à New York ou ailleurs.

Ils étaient autrefois parmi les hommes les plus éminents du pays, et l'effort tenté par le président Crespo pour les engager à revenir dans leur patrie a causé une grande satisfaction dans le public. Les consuls vénézuéliens ont l'instruction de payer les dépenses de retour des réfugiés politiques, de façon à encourager le mouvement.

Les fonctionnaires de Caracas attendent patiemment la décision de la commission de Washington au sujet de la question de frontière, et ils déclarent avec confiance que les prétentions du Vénézuéla seront approuvées.

L'agitation locale et les propos belliqueux ont complètement cessé dans l'attente de cette décision.

L'Exploitation des Mines d'Or du Nicaragua.

Un Marché pour les Machines Américaines.

Presse Associée.

Washington, 1er juillet—A la suite de requêtes nombreuses le conseil des Etats-Unis à Greytown, Nicaragua, M. O'Hara, a envoyé au département d'Etat un long rapport sur les mines d'or du pays. Ce rapport établit l'étendue des dépôts, le coût de la main-d'œuvre, du matériel et des aliments.

Il donne aussi une estimation de la production des mines les plus importantes maintenant exploitées.

Sur le versant du Pacifique de vastes exploitations sont maintenues depuis longtemps par des capitaux anglais.

Sur le versant de l'Atlantique, quatorze usines sont installées ou en cours de construction.

Il n'y a pas de fonderie dans le pays, tout le minerai est traité par les procédés primitifs.

Le consul ne cache pas les grandes difficultés qui attendent les chercheurs d'or américains, mais s'il ne conseille pas à ses concitoyens d'acheter des actions de mines ou de se précipiter au Nicaragua pour chercher l'or, il croit fermement que des agents habiles peuvent vendre dans ce pays une quantité considérable de machines.

A la Mine de Pitston.

Un Nouvel Eboulement

Presse Associée.

Wilkesbarre, Pennsylvanie, 1er juillet—Un nouvel éboulement s'est produit un peu après trois heures ce matin dans la mine de Pitston. Les ouvriers se trouvaient à ce moment près de l'endroit où s'est produit le premier éboulement. La masse qui s'est affaissée est énorme et est composée en grande partie de roc.

Les sauveteurs ont dû reculer sur une distance de deux cents pieds, et la perspective d'atteindre les malheureux ensevelis est ce matin des plus décourageantes.

Des signes de fissures se montrent à la voûte et on s'attend à de nouveaux éboulements dans la journée.

Le retour du sénateur Teller au Colorado.

Presse Associée.

Denver, Colorado, 1er juillet.—Le retour du sénateur Teller à Denver sera ce soir l'occasion de la plus grande démonstration à laquelle il ait jamais été donné d'assister au Colorado.

Des milliers de personnes arrivent à la capitale de toutes les parties de l'Etat pour prendre part à la manifestation.

Le sénateur arrivera par un train spécial à huit heures du soir. Un comité spécial ira à sa rencontre jusqu'à Greely. Le comité général le recevra à la gare.

Des préparatifs sont faits pour une parade monstre, après laquelle la bienvenue sera formellement souhaitée au sénateur par le gouverneur McIntyre et le maire McMurray. M. Teller répondra.

Les rues de la ville seront illuminées magnifiquement.

Mort de Mme Harriet Beecher Stowe.

Presse Associée.

Hartford, Connecticut, 1er juillet—Mme Harriet Beecher Stowe est morte aujourd'hui à midi entourée des membres de sa famille.

L'ACTUALITE.

D. BELASCO. — N. K. FAIRBANK.

Bélasco qui assure avoir gagné $65,000 pour guider les premiers pas sur la scène de l'actrice Mme Leslie Carter, aujourd'hui célèbre, est un des meilleurs directeurs de théâtre et auteurs dramatiques connus en Amérique. C'est lui et M. H. C. DeMille qui ont écrit : " The Wife," " Lord Chumley," " The Charity Ball " et nombre d'autres pièces. Bélasco est Californien de naissance et âgé de 40 ans. Fairbank, le millionnaire de Chicago, est celui qui a soldé les premiers frais auxquels ont entraîné les débuts de Mme Carter sur la scène. Voir à la seconde page le procédé employé par Bélasco pour faire son élève arriver à la célébrité. Nous donnons les expressions mêmes dont il se servait. On le reconnaîtra, il faisait suivre le précepte de l'exemple.